

INFORMATIONS IMPORTANTES RELATIVES AUX CONDITIONS D'ACCÈS A L'EXAMEN PROFESSIONNEL D'AVANCEMENT AU GRADE DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE

Le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale dans sa version en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2022 fixe notamment les conditions d'accès à l'examen professionnel d'avancement de grade mentionné ci-dessus. L'article 25-II de ce décret dispose que peuvent être admis à concourir les fonctionnaires **justifiant d'au moins un an dans le 6^{ème} échelon du deuxième grade** (technicien territorial principal de 2^{ème} classe) et d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.

De plus l'article 16 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, permet aux candidats de subir les épreuves d'un examen professionnel d'avancement de grade au plus tôt un an avant la date à laquelle ils doivent remplir les conditions d'inscription au tableau d'avancement, pour cette session 2025 **la date à laquelle les conditions d'accès à cet examen professionnel sont appréciées, est le 31 décembre 2026.**

Les candidats aux concours internes et aux examens professionnels doivent également justifier être en activité à la date de clôture des inscriptions.

Ces nouvelles conditions d'accès sont issues de l'article 1er du décret n° 2022-1200 du 31 août 2022 qui a modifié le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 dont l'objectif était de revaloriser la carrière et la rémunération des fonctionnaires territoriaux de catégorie B.

Cependant, afin de ne pas pénaliser les déroulements de carrière des fonctionnaires qui auraient pu prétendre à un avancement de grade en 2022 ou 2023 au titre des anciennes dispositions, des dispositions transitoires ont été prévues.

Ces dispositions transitoires permettent aux fonctionnaires qui auraient réunies les anciennes dispositions pour l'avancement de grade de pouvoir se présenter à cet examen professionnel.

L'article 3 du décret n° 2023-927 du 7 octobre 2023 relatif à l'avancement de grade dans les cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale (...) a modifié l'article 10 du décret n° 2022-1200 du 31 août 2022 qui dorénavant est rédigé comme suit :

« Les fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, relèvent du cadre d'emplois (d'animateur, d'assistant de conservation, de technicien et de rédacteur) sont réputés réunir les conditions pour un avancement au grade supérieur à la date à laquelle ils les auraient réunies en application (...) des dispositions prévues à l'article 25 du décret du 22 mars 2010(...) dans (sa) rédaction antérieure au 1^{er} septembre 2022. »

Ainsi l'application de ces dispositions signifient que pour l'examen professionnel d'avancement au grade de technicien principal de 1^{ère} classe pourront donc être autorisés à concourir à la session 2025, les candidats qui rempliront les anciennes conditions au plus tard au 31 décembre 2026, c'est-à-dire les fonctionnaires justifiant au 31 décembre 2026 d'au moins un an dans le 5^{ème} échelon du grade de technicien territorial principal de 2^{ème} classe et d'au moins trois de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.

Toutefois, il faut être fonctionnaire (c'est-à-dire titulaire au 1^{er}/09/2022).

